

COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 17 MAI 2016**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mardi 17 mai 2016**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **24 mai 2016** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **10 mai 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mardi 17 mai 2016 à 18 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du PV de la réunion du 26 avril 2016
- 2 - Subventions aux associations pour 2016
- 3 - Chapelle « Notre-Dame de Pitié » - Convention subvention de l'Etat pour les travaux de restauration intérieure
- 4 - Etude de faisabilité pour l'acquisition et la réhabilitation d'une partie du bâtiment de la Coopérative Vinicole pour y recevoir les locaux d'un Office du Tourisme intercommunal, d'une Maison du Terroir et d'une salle de conférences, avec le partenariat financier du Fonds Européen pour l'Agriculture et le Développement Rural (FEADER), la Région, le Département et la Communauté de Communes du Comté de Provence.
- 5 - Adhésion au SIVAAD et désignation de délégués
- 6 - Redevances d'occupation du domaine public (gaz et chantiers électricité)
- 7 - Création d'un emploi de Technicien Territorial
- 8 - Modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence
- 9 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal
- 10 - Questions écrites
- 11 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mardi 17 mai 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - MUNIER Denise - COLLAINE Olivier - BOULE AMPHOUX Isabelle - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mme PASQUET Annette (procuration donnée à Julie BREBAN) - BOSSUGE Brigitte (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - MM. CEMBRANI Romain (procuration donnée à Olivier COLLAINE) - COEURDEUIL Yves (procuration donnée à Gaby LANGE) - PAZ Aymeric (procuration donnée à Isabelle BOULE AMPHOUX).

soit 22 présents et 5 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

1 - Approbation du PV de la réunion du 26 avril 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 avril 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 avril 2016,

A l'unanimité moins une abstention : M. FOURNEL

APPROUVE ce document.

2 - Subventions aux associations pour 2016

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **S.N.E.M.M. 311^{ème} SECTION D'ENTRAIDE DE LA MEDAILLE MILITAIRE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 250 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **230 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **S.N.E.M.M. 311^{ème} SECTION D'ENTRAIDE DE LA MEDAILLE MILITAIRE** une subvention d'un montant de **230 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION DES ENGAGES ET ANCIENS COMBATTANTS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 300 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **200 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **ASSOCIATION DES ENGAGES ET ANCIENS COMBATTANTS** une subvention d'un montant de **200 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **A.I.D.E.S.** qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **A.I.D.E.S.** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE VALOISE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

-L'association n'organise ni ne participe à aucune manifestation gratuite pour le village.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE VALOISE** pour le motif invoqué par ladite commission

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **AOUT 1944** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 500 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **AOUT 1944** une subvention d'un montant de 500 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'**ASSOCIATION COMMUNALE DE LA CHASSE ET DE LA NATURE DE LE VAL** qui sollicite une aide financière d'un montant de 650 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **650 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A la majorité : 1 CONTRE : M. KINET / 1 ABSTENTION : M. VERDON

ACCEPTE d'allouer à l'**ASSOCIATION COMMUNALE DE LA CHASSE ET DE LA NATURE DE LE VAL** une subvention d'un montant de **650 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION CULTURELLE VALOISE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 16.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **14.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 1 CONTRE : M. COLLAINÉ Olivier,

ACCEPTE d'allouer à l'association **ASSOCIATION CULTURELLE VALOISE** une subvention d'un montant de **14.000 €** pour l'année 2016,

Messieurs CULINATI et LANGE quittent la salle en leur qualité de membre du Conseil d'Administration de l'association des Donneurs de Sang Bénévoles.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **AMICALE DES DONNEURS DE SANG BENEVOLES** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **500 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **AMICALE DES DONNEURS DE SANG BENEVOLES** une subvention d'un montant de **500 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION VALOISE DE PECHE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 900 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **500 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **ASSOCIATION VALOISE DE PECHE** une subvention d'un montant de **500 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE VAL AMICALE PROTECTION DE LA FORET** qui sollicite une aide financière d'un montant de 600 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **400 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE VAL AMICALE PROTECTION DE LA FORET** une subvention d'un montant de **400 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **CLUB DE LOISIRS DU VAL** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **800 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **CLUB DE LOISIRS DU VAL** une subvention d'un montant de **800 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **COMITE DES FETES « LEI JOUINE VALEN »** qui sollicite une aide financière d'un montant de 18.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **16.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A la majorité : 4 abstentions : MM. COLLAIN-CEMBRANI-PAZ-KINET,

ACCEPTE d'allouer à l'association **COMITE DES FETES « LEI JOUINE VALEN »** une subvention d'un montant de **16.000 €** pour l'année 2016,

Messieurs CULINATI - NAL - KINET quittent la salle en leur qualité de membre du Conseil d'Administration de l'association « Confrérie Sant Antoni Dou Porquet ».

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **CONFRERIE « SANT ANTONI DOU PORQUET »** qui sollicite une aide financière d'un montant de 10.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **8.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **CONFRERIE « SAN ANTONI DOU PORQUET »** une subvention d'un montant de **8.000 €** pour l'année 2016,

Mesdames TURINELLI et REES et Messieurs CULINATI et NAL quittent la salle en leur qualité de membres du Conseil d'Administration de l'association « Comité de Jumelage de Villes Européennes ».

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **COMITE VALOIS DE JUMELAGE DE VILLES EUROPEENNES** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **800 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **COMITE VALOIS DE JUMELAGE DE VILLES EUROPEENNES** une subvention d'un montant de **800 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **CROIX ROUGE FRANCAISE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **CROIX ROUGE FRANCAISE** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE VAL F.N.A.C.A.** qui sollicite une aide financière d'un montant de 230 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 230 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE VAL F.N.A.C.A.** une subvention d'un montant de 230 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **FRANCE ALZHEIMER VAR.**, qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **FRANCE ALZHEIMER VAR** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **GYM LOISIRS VALEN** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.300 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 500 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins une abstention : Mme Julie BREBAN,

ACCEPTE d'allouer à l'association **GYM LOISIRS VALEN** une subvention d'un montant de **500 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE CHANT DES AIRES ET CIE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **250 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE CHANT DES AIRES ET CIE** une subvention d'un montant de **250 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE VAL BESSILLON** qui sollicite une aide financière d'un montant de 10.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **9.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins deux abstentions Mmes BREBAN et PASQUET,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE VAL BESSILLON** une subvention d'un montant de **9.000 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LEI RENAIRE VALEN** qui sollicite une aide financière d'un montant de 4.500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **4.100 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A la majorité : 3 CONTRE : Mme BOULE AMPHOUX et MM. PAZ et VERDON

3 abstentions : Mmes BREBAN et PASQUET et M. LANGE

ACCEPTE d'allouer à l'association **LEI RENAIRE VALEN** une subvention d'un montant de **4.100 €** pour l'année 2016,

M. Olivier COLLAINÉ quitte la salle en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de l'association « LE VAL AMIS DES CHAPELLES ».

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE VAL AMIS DES CHAPELLES** qui sollicite une aide financière d'un montant de 2.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **2.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 3 abstentions : Mme BOULE AMPHOUX, MM. PAZ et KINET

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE VAL AMIS DES CHAPELLES** une subvention d'un montant de **2.000 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LES RANDONNEURS VALEN** qui sollicite une aide financière d'un montant de 300 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **300 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins une abstention : M LANGE

ACCEPTE d'allouer à l'association **LES RANDONNEURS VALEN** une subvention d'un montant de **300 €** pour l'année 2016,

Monsieur Jean-Luc KINET quitte la salle en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de l'association « Les Z'Amis de la Cour Valenco ».

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LES Z'AMIS DE LA COUR VALENCO** qui sollicite une aide financière d'un montant de 6.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **5.600 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 2 abstentions : Mmes BREBAN et PASQUET,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LES Z'AMIS DE LA COUR VALENCO** une subvention d'un montant de **5.600 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LES AMIS DU FESTIVAL DE MUSIQUE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 7.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 1.000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 2 abstentions : MM. LANGE et VERDON,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LES AMIS DU FESTIVAL DE MUSIQUE** une subvention d'un montant de 1.000 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **BRIGNOLES MUSIQUE DES SAPEURS POMPIERS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 1.000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **BRIGNOLES MUSIQUE DES SAPEURS POMPIERS** une subvention d'un montant de 1.000 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **PIERRES ET JARDINS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.200 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **PIERRES ET JARDINS** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LES RESTAURANTS DU COEUR** qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LES RESTAURANTS DU COEUR** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **S'COOL DANCE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 500 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **S'COOL DANCE** une subvention d'un montant de 500 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **SECOURS CATHOLIQUE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **SECOURS CATHOLIQUE** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE SOUVENIR FRANCAIS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 400 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 300 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE SOUVENIR FRANCAIS** une subvention d'un montant de 300 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ST VINCENT DE PAUL** qui sollicite une aide financière d'un montant de 300 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **100 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **ST VINCENT DE PAUL** une subvention d'un montant de **100 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **TENNIS CLUB VALOIS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **1.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité moins 1 abstention : M. VERDON et 1 contre : M. LANGE,

ACCEPTE d'allouer à l'association **TENNIS CLUB VALOIS** une subvention d'un montant de **1.000 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **VENT DES COLLINES** qui sollicite une aide financière d'un montant de 800 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **720 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **VENT DES COLLINES** une subvention d'un montant de **720 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **YOGA CLUB VALOIS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 600 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **300 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,
ACCEPTE d'allouer à l'association **YOGA CLUB VALOIS** une subvention d'un montant de 300 € pour l'année 2016,

LE CONSEIL MUNICIPAL

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires au versement de ces subventions aux associations précitées,
PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016, chapitre 65.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE VALOISE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :
-L'association n'organise ni ne participe à aucune manifestation gratuite pour le village.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,
APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,
REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE VALOISE** pour le motif invoqué par ladite commission

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ARTS ET PASSIONS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 200 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :
-L'association renonce à sa demande.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,
APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,
REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **ARTS ET PASSIONS** pour le motif invoqué par ladite commission,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LA PREVENTION ROUTIERE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 200 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

-L'association ne dispense pas de cours sur la sécurité routière auprès des enfants des écoles valaises, comme convenu.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **LA PREVENTION ROUTIERE** pour le motif invoqué par ladite commission

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **UNION DES CHASSEURS VALOIS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 700 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

- la subvention versée à l'association communale de la chasse et de la nature de LE VAL inclut la subvention de l'Union des Chasseurs Valois (objet identique).

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **UNION DES CHASSEURS VALOIS** pour le motif invoqué par ladite commission.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **VIVRE ENSEMBLE EN PROVENCE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 2000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

« La Commune dispose d'une épicerie solidaire qui peut venir en aide aux personnes en difficultés. »

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **VIVRE ENSEMBLE EN PROVENCE** pour le motif invoqué par ladite commission

| |
|---|
| 3 - Chapelle « Notre-Dame de Pitié » - Convention subvention de l'Etat pour les travaux de restauration intérieure |
|---|

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 janvier 2015, la décision a été prise de lancer les travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié », classée « Monument Historique ».

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture et au Patrimoine.

Mme INGRASSIA informe l'assemblée du lancement prochain de l'appel d'offres sur la base du Dossier de Consultation d'Entreprises préparé en concertation avec le service des Marchés Publics communal et l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, M. TRUBERT, pour les travaux de la tranche ferme (extérieurs (façades et toiture) et décors) L'estimation financière des travaux s'élève à 290.000 € HT.

Cette estimation comprend :

| | |
|--|------------------|
| -M.O.E..... | 19.000 € |
| -Travaux de restauration des extérieurs..... | 222.000 € |
| -Travaux de restauration des décors..... | 24.000 € |
| -Aléas de chantier et hausses de prix..... | <u>25.000 €</u> |
| TOTAL..... | 290.000 € |

Le plan de financement de l'opération a été arrêté comme suit :

| | |
|--|------------------|
| -Subvention de la D.R.A.C. (45 % de 176.075 €)..... | 79.233 € |
| -Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €)..... | 100.000 € |
| -Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »)..... | 29.000 € |
| -Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine)..... | 20.000 € |
| -Autofinancement (21 %)..... | <u>61.767 €</u> |
| TOTAL..... | 290.000 € |

Mme INGRASSIA indique à l'assemblée que la dernière tranche de travaux concerne la restauration intérieure de la Chapelle avec une estimation s'élevant à 160.000 €.

Elle propose que le plan de financement prévisionnel de ces travaux soit arrêté comme suit :

| | |
|---|------------------|
| -Subvention de la D.R.A.C. (50 %)..... | 80.000 € |
| -Fonds de concours de la C.C.C.P. (10 %)..... | 16.000 € |
| -Réserve parlementaire..... | 10.000 € |
| -Autofinancement..... | <u>54.000 €</u> |
| TOTAL..... | 160.000 € |

Mme INGRASSIA indique par ailleurs que ces travaux ne seront commandés qu'en 2018, soit après la fin de réalisation de ceux concernant les extérieurs et l'ensemble des décors.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette 3^{ème} et dernière tranche de travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » et son financement.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture et au Patrimoine,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de l'estimation des travaux établie par la D.R.A.C. pour un montant total de 160.000 € HT pour les travaux de la troisième tranche soit ceux concernant l'intérieur et l'aménagement paysager

ARRETE le plan de financement de ces travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » comme proposé par Mme INGRASSIA, soit :

| | |
|--|-----------------|
| -Subvention de la D.R.A.C. (50 %) | 80.000 € |
| -Fonds de concours de la C.C.C.P. (10 %) | 16.000 € |
| -Réserve parlementaire | 10.000 € |
| -Autofinancement | <u>54.000 €</u> |
| TOTAL | 160.000 € |

SOLLICITE un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence au titre de l'enveloppe « Patrimoine » à hauteur de 10 % du montant HT des travaux,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires et à signer tout document en découlant, dont la convention avec l'Etat concernant l'octroi de la subvention de la D.R.A.C. de 80.000 €

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal (chapitres 20 et 23).

4 - Etude de faisabilité pour l'acquisition et la réhabilitation d'une partie du bâtiment de la Coopérative Vinicole pour y recevoir les locaux d'un Office du Tourisme intercommunal, d'une Maison du Terroir et d'une salle de conférences, avec le partenariat financier du Fonds Européen pour l'Agriculture et le Développement Rural (FEADER), la Région, le Département et la Communauté de Communes du Comté de Provence.

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée délibérante de la possibilité offerte à la Commune de lancer une étude de faisabilité portant sur l'acquisition et la réhabilitation d'une partie du bâtiment de la cave coopérative, en bénéficiant de subventions importantes notamment du FEADER mais aussi de la Région, du Département et de la C.C.C.P.

L'étude comprendrait les postes suivants :

- prestations de services externes pour réalisation d'études (soumis au Code des Marchés Publics)
- intervention d'un géomètre
- frais de fonctionnement de la structure porteuse qui serait initialement la Commune au profit de la C.C.C.P.
- frais de communication (édition du rapport, réalisation de réunions,...)

La réhabilitation du bâtiment consisterait en l'aménagement de locaux pour un Office du Tourisme intercommunal, une Maison du Terroir et une salle de conférences.

L'estimation de cette étude de faisabilité s'élève à 150.000 € HT (à affiner en fonction des propositions reçues des bureaux d'études) et le plan de financement prévisionnel serait le suivant :

| | |
|--------------------------------|--------------|
| FEADER (programme LEADER)..... | 75.000 € |
| Région..... | 45.000 € |
| Département..... | 10.000 € |
| C.C.C.P. | à déterminer |
| Autofinancement maximum..... | 20.000 € |

Monsieur le Maire souligne donc que le financement majoritaire proviendrait du Fonds Européen pour l'Agriculture et le Développement Rural (FEADER) dans le cadre du programme Leader.

Il indique que l'inscription dans un programme européen Leader permet de financer une phase d'études préalables de développement de projet d'investissement.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

1 ABSTENTION : Mme BREBAN

5 CONTRE : Mme BOULE AMPHOUX - MM. LANGE-VERDON-PAZ-GAULET

APPROUVE le projet de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la cave coopérative vinicole pour y aménager un Office Intercommunal du Tourisme, une Maison du Terroir et une salle de conférences

ACCEPTE que la Commune du VAL soit désignée comme la structure porteuse du projet

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès du FEADER, de la Région, du Département et de la Communauté de Communes du Comté de Provence pour financer l'étude de faisabilité de ce projet

ARRETE le plan de financement prévisionnel de cette étude comme suit :

| | |
|--------------------------------|--------------|
| FEADER (programme LEADER)..... | 75.000 € |
| Région..... | 45.000 € |
| Département..... | 10.000 € |
| C.C.C.P. | à déterminer |
| Autofinancement maximum..... | 20.000 € |

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire au versement des subventions.

5 - Adhésion au SIVAAD et désignation de délégués

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (SIVAAD) a pour objet d'améliorer les conditions de fonctionnement des services de restauration collective organisés par les communes adhérentes et de faciliter les achats des autres services municipaux.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué auprès du SIVAAD, qui indique que le Syndicat exerce également des activités de :

- Gestion et suivi des marchés de fournitures
- Etude économique relative aux marchés de fournitures courantes et rédaction des cahiers des charges
- Conseil, formation, animation et organisation de rencontres, forums, sessions, en matière de marchés publics, de développement durable
- Conseil en matière d'hygiène et d'équilibre alimentaire
- Conseil technique sur la qualité des produits utilisés par les communes
- Assistance en matière d'équipement des cuisines

M. DEBAQUE souligne que les activités et missions de ce Syndicat présentent un intérêt certain pour la commune du VAL, en complément de son adhésion au Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var, datant du 22 avril 2014.

Il précise que si le Conseil Municipal décide cette adhésion et conformément à l'article 10 des statuts du SIVAAD, il doit désigner deux délégués titulaires et deux suppléants pour représenter la Commune au sein du Comité Syndical.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué auprès du SIVAAD,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

- 1 - d'accepter les statuts du Syndicat
- 2 - d'adhérer au Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (SIVAAD)
- 3 - d'autoriser M. le Maire à signer tout document relatif à cette adhésion
- 4 - de nommer les délégués suivants pour siéger au sein du Comité Syndical
 - En qualité de titulaires :
 - Mme BOSSUGE Brigitte
 - M. KINET Jean-Luc
 - En qualité de suppléants :
 - Mme GAQUIERE Ingrid
 - M. DEBAQUE Christian

6 - Redevances d'occupation du domaine public (gaz et chantiers électricité)

Monsieur le Maire expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz n'avait pas été actualisé depuis un décret du 2 avril 1958.

M. le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué, qui porte à la connaissance du Conseil Municipal le décret n° 2007-606 du 2 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières.

Il propose à l'assemblée délibérante :

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution et de transport de gaz et par les canalisations particulières de gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres arrêté au 31 décembre de l'année précédente ;
- que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier. La recette correspondant au montant de la redevance perçue sera inscrite au compte 70323 ;
- que la redevance due au titre de 2016 soit fixée en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1^{er} janvier de cette année, soit une évolution de 16,00 % par rapport au montant issu de la formule de calcul du décret précité.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. DEBAQUE, Adjoint délégué,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ADOpte les propositions qui lui sont faites concernant la redevance pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz qui occuperaient le domaine public communal.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux, qui fait part à l'assemblée de la parution au journal officiel du décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz. Dans l'hypothèse où ce type de chantier interviendrait ou que les conditions d'application du décret précité auraient été satisfaites permettant d'escompter la perception de la redevance, l'adoption de la présente délibération permettrait dès lors de procéder à la simple émission d'un titre de recettes.

Il propose au Conseil Municipal :

- de décider d'instaurer ladite redevance pour l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;
- d'en fixer le mode de calcul, conformément au décret n°2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ADOpte la proposition qui lui est faite concernant l'instauration de la redevance pour l'occupation du domaine public par les chantiers provisoires de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz. Cette mesure permettra de procéder à l'établissement du titre de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à ladite redevance.

7 - Création d'un emploi de Technicien Territorial

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le travail incombant au personnel des Services Techniques s'avérant de plus en plus vaste, avec des interventions en régie municipale de plus en plus nombreuses et variées, il s'avère nécessaire de mettre en place un encadrement et une organisation plus structurés que ce qui existe depuis des décennies.

En conséquence, il propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste de Technicien Territorial en vue de confier, à l'agent désigné pour l'occuper, les missions de Directeur des Services Techniques (D.S.T.) et, dans un futur proche, du service des Marchés Publics.

Cet emploi **permanent** et à **temps complet** sera créé à compter du **1^{er} juin 2016**.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

2 ABSTENTIONS : Mmes BREBAN et PASQUET

7 CONTRE : Mme BOULE AMPHOUX et MM. VERDON - LANGE - COEURDEUIL - PAZ - FOURNEL - GAULET -

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi de Technicien Territorial à compter du 1^{er} juin 2016

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

8 - Modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés par arrêté préfectoral le 31 mars 2014 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite « loi NOTRe », notamment l'article 102 qui modifie l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu le schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) pour le Var adopté par le Conseil Départemental du Var dans sa séance du 18 décembre 2014 ;

Considérant que l'article 102 de la loi NOTRe dispose que pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau, les Collectivités territoriales et leurs groupements, dans le cas où la compétence leur a été préalablement transférée, peuvent, deux mois après la publication de leur projet dans un journal d'annonces légales et sa transmission à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, établir et exploiter, sur leur territoire, des infrastructures et des réseaux de communications électroniques, au sens des 3° et 15° de l'article L32 du Code des Postes et des Communications Electroniques » ;

Considérant la mise en œuvre de projets notamment sur les Communes de La Celle, Châteauvert et Entrecasteaux dans le cadre du SDTAN et, par conséquent, la nécessité, pour la Communauté de Communes de se doter, au titre de ses compétences facultatives, de la compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, prévue par l'article L1425-1 du CGCT;

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération n° 2016 - 40 du 4 avril 2016, le Conseil de Communauté du Comté de Provence propose aux communes membres une modification des statuts de la Communauté de Communes, afin d'intégrer, au titre de ses compétences facultatives, la compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, prévue par l'article L1425-1 du CGCT.

Il demande, en conséquence, au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence, tels qu'annexés, intégrant la compétence facultative en matière « d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques », prévue par l'article L1425-1 du CGCT,
- de se prononcer ultérieurement sur le transfert des actifs dont le recensement sera établi par les Communes,
- et d'autoriser la Présidente de la Communauté de Communes du Comté de Provence à solliciter l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var pour la modification des statuts sous réserve de l'obtention de la majorité définie à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence, tels qu'annexés, intégrant la compétence facultative en matière « d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques », prévue par l'article L1425-1 du CGCT,

INDIQUE se prononcer ultérieurement sur le transfert des actifs dont le recensement sera établi par les Communes,

AUTORISE Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Comté de Provence à solliciter l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var pour la modification des statuts sous réserve de l'obtention de la majorité définie à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales

9 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 26 avril 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

| | |
|--|---|
| <p>N° 8-2016 du 29 avril 2016</p> <p>Modification de la régie de recettes « Activités Périscolaires »</p> | |
| <p>N° 9-2016 du 6 mai 2016</p> <p>Mission de relevés topographiques, dans le cadre du schéma de gestion des eaux pluviales, confiée au bureau d'études OPSIA de TOULON, avec tranche ferme et tranches conditionnelles B (récolement réseau pluvial enterré) - C1 et C2 (récolement réseau pluvial à ciel ouvert) - E (ouvrages d'art)</p> | <p>21.160 € HT tranche ferme</p> <p>7.326 € H.T. tranches conditionnelles</p> |

Monsieur le Maire indique d'autre part que 9 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 26 avril 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 26 avril 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

10 - Questions écrites

NEANT

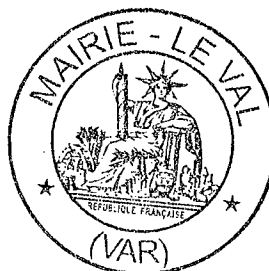
11 - Questions orales

Les questions orales seront transcrites dans le PV de la réunion.

LA SEANCE EST LEVEE A 21h00.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER